

Maria Gainar / Martial Libera (dir.)

**Contre l'Europe ? Anti-européisme,
euroscepticisme et alter-européisme
dans la construction européenne de
1945 à nos jours (Volume 2): Acteurs
institutionnels, milieux politiques
et société civile**



Geschichte

SGEI – SHEI – EHIE

Franz Steiner Verlag

Maria Gainar / Martial Libera (dir.)
Contre l'Europe ? Anti-européisme, euroscepticisme et alter-
européisme dans la construction européenne de 1945 à nos jours

STUDIEN ZUR GESCHICHTE
DER EUROPÄISCHEN
INTEGRATION (SGEI)

ÉTUDES SUR L'HISTOIRE
DE L'INTÉGRATION
EUROPÉENNE (EHIE)

STUDIES ON THE HISTORY
OF EUROPEAN
INTEGRATION (SHEI)

Nr. 21

Herausgegeben von / Edited by /
Dirigé par Jürgen Elvert

In Verbindung mit / In cooperation with /
En coopération avec
Charles Barthel / Jan-Willem Brouwer /
Eric Bussière / Antonio Costa Pinto / Desmond
Dinan / Michel Dumoulin / Michael Gehler /
Brian Girvin / Wolf D. Gruner / Wolfram
Kaiser / Laura Kolbe / Johnny Laursen /
Wilfried Loth / Piers Ludlow / Maria Grazia Mel-
chionni / Enrique Moradiellos Garcia / Sylvain
Schirmann / Antonio Varsori / Tatiana Zonova

Maria Gainar / Martial Libera (dir.)

Contre l'Europe ? Anti-européisme,
euroscepticisme et alter-européisme
dans la construction européenne
de 1945 à nos jours (Volume 2):
Acteurs institutionnels, milieux
politiques et société civile

Contributions au « Programme Junior 2009–2010 »
de la Maison interuniversitaire des sciences
de l'homme – Alsace (MISHA)



Franz Steiner Verlag Stuttgart

Avec le soutien

de l'Université de Strasbourg, de la Maison
interuniversitaire des sciences de l'homme –
Alsace (MISHA),



du laboratoire Frontières, acteurs et représentations
de l'Europe (FARE), de l'Institut d'études
politiques (IEP) de Strasbourg, du Centre virtuel
de la connaissance sur l'Europe (CVCE),



du Conseil régional d'Alsace, du Conseil général
du Bas-Rhin et de la Communauté urbaine
de Strasbourg (CUS).



Umschlagillustration: © Droits Plantu

Bibliografische Information der Deutschen National-
bibliothek:

Die Deutsche Nationalbibliothek verzeichnet diese
Publikation in der Deutschen Nationalbibliografie;
detaillierte bibliografische Daten sind im Internet über
<<http://dnb.d-nb.de>> abrufbar.

ISBN 978-3-515-10365-7

Jede Verwertung des Werkes außerhalb der Grenzen
des Urheberrechtsgesetzes ist unzulässig und strafbar.
Dies gilt insbesondere für Übersetzung, Nachdruck,
Mikroverfilmung oder vergleichbare Verfahren sowie
für die Speicherung in Datenverarbeitungsanlagen.

© 2013 Franz Steiner Verlag, Stuttgart

Gedruckt auf säurefreiem, alterungsbeständigem Papier.

Druck: Laupp & Göbel GmbH, Nehren

Printed in Germany

TABLE DES MATIÈRES – TABLE OF CONTENTS – INHALTSVERZEICHNIS

MARTIAL LIBERA	
Avant-propos	7
Foreword	11
Einleitende Erläuterungen	15
 MARIA GAINAR, MARTIAL LIBERA	
Introduction	19
Introduction	23
Einleitung	27
 PARTIE 1 – PART 1 – TEIL 1 :	
LES OPPOSITIONS À L'EUROPE AU SEIN DES GOUVERNEMENTS ET DES	
ADMINISTRATIONS – THE OPPOSITION TO EUROPE AMONG	
GOVERNMENTS AND ADMINISTRATIONS – DIE OPPOSITION GEGEN	
EUROPA INNERHALB VON REGIERUNGEN UND ADMINISTRATIONEN	
 THOMAS RAINEAU	
Les mandarins contre l'Europe ? Les hauts fonctionnaires britanniques face	
au projet européen 1949-1961	35
 HENNING TÜRK	
Ludwig Erhard's Scepticism towards the European Economic Community	
and his Alternative Proposals to European Integration between 1954	
and 1964	51
 MARIA GAINAR	
Les résistances américaines à la Coopération politique européenne,	
1973-1980	63
 SIMON USHERWOOD	
Margaret Thatcher and British Opposition to European Integration :	
Saint or Sinner ?	75
 OLIVER DADDOW	
New Labour confronts the Eurosceptics : Discourse and Imagery	
in Britain's Debates about 'Europe'	87

PARTIE 2 – PART 2 – TEIL 2 :
 LES RÉSISTANCES À L'EUROPE AU SEIN DES ASSEMBLÉES EUROPÉENNES –
 RESISTANCE TO EUROPE IN EUROPEAN ASSEMBLIES – WIDERSTAND
 GEGEN EUROPA INNERHALB EUROPÄISCHER GRUPPIERUNGEN

BIRTE WASSENBERG

L'opposition à la création de la CEE au sein de l'Assemblée parlementaire
 du Conseil de l'Europe (1955-1957)105

WILLY BEAUVALLET ET SÉBASTIEN MICHON

Les usages politiques de l'Europe par les eurodéputés de la gauche
 eurocritique : L'exemple des élus français de la Gauche unitaire européenne
 entre 1979 et 2004127

NATHALIE BRACK

UKIP au Parlement européen : Rôles et pratiques parlementaires141

ELSA BERNARD

Déficit démocratique et Parlement européen.....157

PARTIE 3 – PART 3 – TEIL 3 :
 LES RÉSISTANCES DES MILIEUX POLITIQUES À LA CONSTRUCTION
 EUROPÉENNE – RESISTANCE FROM POLITICAL CIRCLES TO UNITING
 EUROPE – WIDERSTAND GEGEN EUROPA INNERHALB POLITISCHER
 KREISE

LAURENT WARLOUZET

L'opposition à l'Europe libérale : La conversion progressive de Pierre
 Mendès France à la CEE (1957-1967)175

PATRICK BREDEBACH

Vom bedingten « Nein » zum bedingten « Ja » : Die deutsche
 Sozialdemokratie und die europäische Integration in den 1950er Jahren191

GRÉGORY HÜ

Prises de position sur l'Europe et discipline de Parti : Les cas du RPR (traité
 de Maastricht) et du Parti socialiste (traité constitutionnel européen).....207

MEHMET BARDAKÇI

Turkish Political Parties Opposition to the European Union (1999-2006)221

JULIEN BONNET

Pour une autre Europe : La gauche française non gouvernementale face
 au traité constitutionnel européen.....237

PARTIE 4 – PART 4 – TEIL 4 :

L'ANTI-EUROPÉISME DANS LES OPINIONS PUBLIQUES ET LA SOCIÉTÉ CIVILE – ANTI-EUROPEANISM IN PUBLIC OPINION AND CIVIL SOCIETY – ANTI-EUROPÄISMUS IN DER ÖFFENTLICHEN MEINUNG UND DER ZIVILGESELLSCHAFT

MARTIAL LIBERA

L'Allemagne et les Allemands dans les oppositions françaises à la construction européenne.....251

GUIDO THIEMEYER

Der Kampf um das wahre Europa : Anti-Europäismus und Euro-Skeptizismus in der Opposition gegen die Wirtschafts- und Währungsunion in der deutschen Öffentlichkeit 1990-1999.....271

JULIA A. LIS

Antiwestliche Stereotype in der Orthodoxen Kirche und ihre Bedeutung für den Prozess der europäischen Integration am Beispiel Bulgariens und Griechenlands285

GEORGIA TERZAKOU

La jeunesse des « quartiers sensibles » contre l'Europe ? Une enquête menée au collège Federico Garcia Lorca de Saint-Denis.....301

MARIA GAINAR, MARTIAL LIBERA

Conclusion.....319

Conclusion.....327

Abschliessende Überlegungen335

ANNEXES

SIGLES ET ABRÉVIATIONS347

ABBREVIATIONS AND ACRONYMS.....349

ABKÜRZUNGEN.....351

AUTEURS – CONTRIBUTORS – AUTOREN353

CONCERNANT LA SÉRIE « ÉTUDES SUR L'HISTOIRE DE L'INTÉGRATION EUROPÉENNE »359

ABOUT THE SERIES "STUDIES ON THE HISTORY OF EUROPEAN INTEGRATION"361

ZUR REIHE „STUDIEN DER GESCHICHTE DER EUROPÄISCHEN INTEGRATION“363

AVANT-PROPOS

MARTIAL LIBERA

La construction de l'Europe a aujourd'hui mauvaise presse. Sous diverses formes, les oppositions à l'intégration européenne se sont en effet considérablement développées depuis une quinzaine d'années. Cette « vague de refus » a récemment freiné, stoppé même, les avancées de l'Union européenne (UE). Indirectement, cet anti-européisme ambiant fait le miel des journalistes, des spécialistes de science politique, des économistes et des polémistes. Depuis quelques années déjà, les uns et les autres multiplient les analyses à chaud, les enquêtes de terrain et les essais pour tenter de décrypter ce phénomène complexe et protéiforme. Quel que soit leur intérêt, ces travaux n'envisagent généralement les oppositions à l'Europe que dans le « temps court ». C'est pourquoi un groupe de jeunes historiens de l'Université de Strasbourg (Unistra) a décidé, en 2008, de lancer un chantier de recherche sur ces questions, de la fin de la Deuxième Guerre mondiale à nos jours. Intitulé « Contre l'Europe ? Anti-européisme, euroscepticisme et alter-européisme dans la construction européenne, de 1945 à nos jours »¹, ce programme de recherche a été initié par Frédéric Clavert², Maria Gainar³, Carine Germond⁴, Martial Libera⁵ et Birte Wassenberg⁶, tous élèves de Marie-Thérèse Bitsch⁷ ou de Sylvain Schirmann⁸. En cette même année 2008, ce programme a été lauréat d'un appel à projets lancé par la Maison interuniversitaire des sciences de l'homme – Alsace (MISHA)⁹ pour encourager et soutenir les recherches de jeunes chercheurs. Il est ainsi devenu le « Programme Junior 2009-2010 » de la MISHA.

Outre l'ambition d'envisager les phénomènes de résistance et d'opposition à la construction européenne dans le « temps long », ce programme se singularise aussi par son caractère résolument interdisciplinaire. Les quelque cinquante intervenants qui ont présenté une communication lors de l'une des quatre journées d'étude organisées en 2009 et 2010 représentent une petite dizaine de disciplines : l'histoire ; la sociologie, la science politique ; le droit ; la géographie ; la géopoliti-

- 1 Pour de plus amples renseignements sur ce programme de recherche, cf. <http://www.recherche-contreleurope.eu>, le site internet qui lui est dédié.
- 2 Docteur en histoire contemporaine, Frédéric Clavert est actuellement chercheur au Centre virtuel de la connaissance sur l'Europe, au Luxembourg.
- 3 Docteur en histoire contemporaine, lauréate du Prix Jean-Baptiste Duroselle 2012, Maria Gainar vient de publier aux Éditions Peter Lang sa thèse sous le titre *Aux origines de la diplomatie européenne : Les Neuf et la Coopération politique européenne de 1973 à 1980*.
- 4 Docteur en histoire contemporaine, Carine Germond est aujourd'hui *Lecturer* en histoire de l'intégration européenne à l'Université de Maastricht, aux Pays-Bas.
- 5 Depuis la rentrée universitaire 2009, Martial Libera est maître de conférences en histoire contemporaine à l'IUT Robert Schuman de l'Université de Strasbourg.
- 6 Longtemps chargée des relations franco-germano-suisses et de la coopération transfrontalière au Conseil régional d'Alsace, Birte Wassenberg est depuis 2006 maître de conférences en histoire contemporaine à l'Institut des hautes études européennes de l'Université de Strasbourg.
- 7 Spécialiste internationalement reconnue de l'histoire de la construction européenne, Marie-Thérèse Bitsch est professeur émérite de l'Université de Strasbourg.
- 8 Sylvain Schirmann est professeur d'histoire contemporaine à l'Université de Strasbourg et directeur de l'Institut d'études politiques de cette ville.
- 9 Le site <http://www.misha.fr> présente l'ensemble des activités de la MISHA.

tique ; la musicologie ; les sciences de la communication et des médias. En amenant les chercheurs à confronter leurs objets d'étude, leurs méthodologies et leurs problématiques, cette interdisciplinarité favorise le décloisonnement des savoirs et enrichit la réflexion commune. Ce « chantier » est aussi conçu dans une perspective internationale, les chercheurs présents appartenant à une dizaine de pays. La plupart des participants viennent d'États membres de l'UE. Certains sont toutefois issus de pays européens non membres de l'Union (la Norvège, la Suisse), d'autres de pays voisins (la Turquie). Ce sujet d'étude appelait, cela va sans dire, une participation internationale. Celle-ci devrait permettre de faire émerger une histoire européenne de l'Europe qui s'affranchisse de visions parfois encore trop prisonnières des historiographies nationales.

International, ce projet l'est aussi dans ses partenariats et ses financements. Notre profonde reconnaissance va d'abord aux différentes institutions universitaires qui ont soutenu ce programme de recherche : la MISHA et, en particulier, sa directrice, Christine Maillard¹⁰, nous ont apporté un soutien de tous les instants, tant sur le plan scientifique, financier que logistique ; l'Université de Strasbourg et le Groupe de recherche en histoire contemporaine – Frontières, acteurs et représentations de l'Europe (FARE) – de cette même université ont généreusement financé ce programme ; à Strasbourg toujours, l'Institut des hautes études européennes (IHEE), le Centre de recherche et d'étude en sciences sociales (CRESS), l'Institut d'études politiques (IEP) et la MISHA ont accueilli les différents séminaires dans leurs locaux et pris en charge leurs coûts. Nos plus vifs remerciements vont également à des partenaires européens : le département d'histoire contemporaine de l'Université de Duisburg-Essen, représenté par Wilfried Loth¹¹ et Henning Türk¹², l'Université d'Oslo et, en particulier, Robin Allers¹³, ainsi que l'Université de Turku, représentée par Louis Clerc¹⁴, ont accordé à ce projet, dès son origine, leur soutien. Le programme a également bénéficié de l'appui amical de Richie – Réseau international des jeunes chercheurs en histoire de l'intégration européenne (RICHE)¹⁵. Enfin, une aide particulière nous est venue du Centre virtuel de la connaissance sur l'Europe (CVCE)¹⁶, dont le siège est au Luxembourg, et qui, outre un soutien financier particulièrement conséquent, a filmé l'intégralité des séminaires¹⁷.

10 Germaniste, Christine Maillard est professeur à l'Université de Strasbourg et directrice de la MISHA.

11 Grand spécialiste de l'histoire des relations internationales et de la construction européenne, Wilfried Loth est professeur d'histoire contemporaine à l'Université de Duisburg-Essen.

12 Docteur en histoire contemporaine, Henning Türk est Assistant à l'Université de Duisburg-Essen.

13 De nationalité allemande, Robin Allers, docteur en histoire, est chercheur à l'Institut norvégien d'études de défense.

14 Docteur en histoire contemporaine de l'Université Robert Schuman de Strasbourg, Louis Clerc est actuellement *Lecturer* en histoire contemporaine à l'Université de Turku, en Finlande.

15 RICHIE dispose d'un site – <http://www.europe-richie.org> – très complet. Outre les buts et les activités du réseau, on y trouve de nombreuses informations sur l'actualité de la recherche sur l'Europe.

16 Sur les activités du CVCE, voir le site : <http://www.cvce.lu>.

17 Ces séminaires peuvent être visionnés sur le site *European navigator* – <http://www.ena.lu> –, qui dépend du CVCE, à la rubrique « recherche et enseignement », sous-rubrique « conférences, colloques, séminaires ».

Notre gratitude va enfin à plusieurs collectivités territoriales alsaciennes. Les aides financières que nous ont accordées la Communauté urbaine de Strasbourg, le Conseil général du Bas-Rhin et le Conseil régional d'Alsace ont en effet été déterminantes et ont rendu possible l'aboutissement de ce projet.

L'ouvrage que vous allez lire, second et dernier volume de ce programme de recherche¹⁸, reprend, pour l'essentiel, les textes retravaillés des communications prononcées à l'occasion des deux derniers séminaires¹⁹. Que les traducteurs – Joanne Hunting et Mirko Wittwar – qui ont œuvré, à nos côtés, à la publication de cet ouvrage trilingue trouvent ici l'expression de nos plus chaleureux remerciements.

- 18 Un premier volume constitué à partir des contributions des deux premiers séminaires du projet – le premier séminaire s'intitulait « Les concepts de l'anti-européisme » et a eu lieu le 13 mars 2009 à l'IHEE ; le deuxième s'est déroulé le 26 juin 2009 au Palais universitaire de Strasbourg et traitait des espaces, régions et frontières – a déjà été publié : WASSENBERG, B., CLAVERT, F., HAMMAN, Ph. (dir.), *Contre l'Europe ? Anti-européisme, euroscepticisme et alter-européisme dans la construction européenne, de 1945 à nos jours*, volume I : *Les concepts*, Stuttgart, 2010, 498 p.
- 19 Organisé à l'IEP de Strasbourg le 16 octobre 2009, le troisième séminaire portait sur les oppositions des acteurs institutionnels à l'Europe. Le quatrième et dernier séminaire – « les partis politiques et la société civile » – s'est tenu à la MISHA les 21 et 22 avril 2010.

FOREWORD

MARTIAL LIBERA

Nowadays, uniting Europe gets a bad press. Opposition, in different shapes and forms, to European integration has indeed developed considerably over the past fifteen years. This “wave of refusal” has recently slowed down, if not totally halted the progress of the European Union (EU). Indirectly, this mood of anti-Europeanism has turned to the advantage of journalists, specialists in political sciences, economists and polemicists. For several years now, all have been making impromptu analyses, field investigations and attempts to decipher this complex and versatile phenomenon. Regardless of the focus of their interest, these deliberations generally only consider opposition to Europe in the “short run”. This is why a group of young researchers from the University of Strasbourg (Unistra) decided in 2008 to launch a research programme on these issues, covering the period since the Second World War. This research programme, which was entitled “Against Europe? Anti-Europeanism, Euro-scepticism and alter-Europeanism in uniting Europe from 1945 to today”¹, was initiated by Frédéric Clavert², Maria Gainar³, Carine Germond⁴, Martial Libera⁵ and Birte Wassenberg⁶, all students of either Marie-Thérèse Bitsch⁷ or Sylvain Schirmann⁸. In the same year (2008), this programme was selected after a call for applications by the Alsace Inter-university Social Sciences and Humanities Research Institute (MISHA)⁹, to encourage and support research undertaken by young researchers. It thus became the MISHA’s “Junior Programme 2009-2010”.

Apart from its aim to consider the phenomenon of resistance and opposition to uniting Europe in the « long run », this programme is also unique due to its decidedly interdisciplinary character. Approximately fifty speakers presented a paper at one of the four seminars organised in 2009 and 2010 and they are drawn from almost ten disciplines : history ; sociology ; political sciences ; law ; geogra-

- 1 For more information on this research programme see the dedicated website at <http://www.recherche-contreleurope.eu>.
- 2 Frédéric Clavert, who has a PhD in Contemporary History, is currently a researcher at the Virtual Centre of Knowledge on Europe in Luxembourg.
- 3 Maria Gainar, Doctor in Contemporary History and winner of the Jean-Baptiste Duroselle Prize in 2012, has just published her thesis on *Aux origines de la diplomatie européenne : Les Neuf et la Coopération politique européenne de 1973 à 1980* (Peter Lang).
- 4 Carine Germond, who has a PhD in Contemporary History, is currently lecturing in the History of European Integration at the University of Maastricht, Netherlands.
- 5 Since the academic year 2009, Martial Libera has been Associate Professor of Contemporary History at the Robert Schuman University Institute for Technology of the University of Strasbourg.
- 6 Having long been responsible for Franco-German-Swiss relations and for cross-border cooperation within the Alsace Regional Council, Birte Wassenberg has been Associate Professor of Contemporary History at the Institute of Advanced European Studies of the University of Strasbourg since 2006.
- 7 Marie-Thérèse Bitsch, an internationally renowned specialist in the History of European Integration, is Professor emeritus at the University of Strasbourg.
- 8 Sylvain Schirmann is Professor of Contemporary History at the University of Strasbourg and Director of the Institute for Political Sciences.
- 9 The site <http://www.misha.fr> presents the whole array of the MISHA’s activities.

phy ; geopolitics ; musicology ; communication and media sciences. By bringing the researchers together to compare the subjects of their study, their methodologies and the issues, this interdisciplinary approach promoted a de-compartmentalisation of knowledge and thus enhanced shared discussions. This research project has also been designed from an international perspective : the researchers are from at least ten different countries. Most of the participants belong to EU member states. However, some of them are from European countries that are not members of the Union (Norway, Switzerland), and others from neighbouring countries (Turkey). There is no doubt that this subject of study required international participation. The latter was supposed to allow for the emergence of a European history of Europe which frees itself from visions that are sometimes still too much caught up in national historiographies.

This is also an international project thanks to its partnerships and financing. Our deepest gratitude goes firstly to the different university institutions which supported this research programme : the MISHA and, in particular, its director, Christine Maillard¹⁰, who gave us continuous scientific, financial and logistical support ; the University of Strasbourg (Unistra) and the Research Group in Contemporary History – Borders, Actors and Representations of Europe (FARE) – of that same university which both generously financed this programme ; still in Strasbourg, the Institute of Advanced European Studies (IHEE), the Centre of Research and Studies in Social Sciences (CRESS), the Institute of Political Sciences (IEP) and the MISHA provided the venues for the different seminars and covered the organisational costs incurred. Many thanks go also to the European partners : the Department of Contemporary History of the University of Duisburg-Essen, represented by Wilfried Loth¹¹ and Henning Türk¹², the University of Oslo and particularly to Robin Allers¹³, as well as to the University of Turku, represented by Louis Clerc¹⁴, who lent their support to this project from the very beginning. The programme has also benefited from the support of the International Network of Young Researchers in the History of European Integration (RICHIE)¹⁵. Finally, we received special help from the Virtual Centre of Knowledge on Europe (CVCE)¹⁶, based in Luxembourg, which, besides particularly substantial financial backing, also filmed all of the seminars¹⁷.

Finally we extend our thanks to several local and regional authorities in Alsace : the funds that were awarded to us by the Communauté urbaine of Stras-

10 Christine Maillard is Professor at the University of Strasbourg and Director of the MISHA and specialises in German studies.

11 Wilfried Loth is Professor of Contemporary History at the University of Duisburg-Essen and a great specialist in the History of International Relations and European integration.

12 Henning Türk, who has a PhD in Contemporary History, is Assistant Professor at the University of Duisburg-Essen.

13 Robin Allers, who has a PhD in History, is a researcher of German nationality at the Norwegian Institute of Defense Studies.

14 Louis Clerc, who has a PhD in Contemporary History from the Robert Schuman University of Strasbourg, is currently Lecturer in Contemporary History at the University of Turku in Finland.

15 RICHIE has an exhaustive site – <http://www.europe-richie.org>. A lot of information about the current state of research on Europe is available as well as the objectives and activities of the network.

16 For information on the CVCE's activities, see : <http://www.cvce.lu>.

17 These seminars can be viewed on the CVCE's European navigator site - <http://www.ena.lu> - under the title "research and teaching", subtitle "conferences, colloquia, seminars".

bourg, the Conseil général of the Bas-Rhin and the Conseil régional of Alsace were essential and made it possible for us to successfully carry out this project.

The publication that you are about to read, which is the second and last volume from this research programme, mainly contains the texts of the papers presented during the last two seminars¹⁸ of this programme¹⁹. We should like to express our warmest gratitude to the translators – Joanne Hunting and Mirko Wittwar – who have helped us to prepare this trilingual publication.

18 The third seminar, which was held at the IEP in Strasbourg on 16 October 2009, discussed opposition from institutional stakeholders to Europe. The fourth and final seminar – “Political parties and civil society” – was held at the MISHA on 21 and 22 April 2010.

19 A first seminar, entitled “The Concepts of Anti-Europeanism” took place on 13 March 2009 at the IHEE ; the second one took place on 26 June 2009 at the *Palais universitaire* in Strasbourg on “Spaces, Regions and Borders”. The papers presented during these two seminars were published in WASSENBERG, B., CLAVERT, F., HAMMAN, Ph. (dir.), *Contre l'Europe ? Anti-européisme, euroscepticisme et alter-européisme dans la construction européenne, de 1945 à nos jours*, volume I : *Les concepts*, Stuttgart, 2010, 498 p.

EINLEITENDE ERLÄUTERUNGEN

MARTIAL LIBERA

Die europäische Integration hat derzeit schlechte Presse. Die Widerstände gegen Europa haben sich in den letzten fünfzehn Jahren in den unterschiedlichsten Formen entwickelt. Diese „Welle der Ablehnung“ hat in der letzten Zeit die Fortschritte der Europäischen Union (EU) stark gebremst, wenn nicht sogar gestoppt. Auf indirekte Weise ist dieser Anti-Europäismus Gold wert für Journalisten, Politik- und Wirtschaftswissenschaftler, sowie für Polemiker. Seit einigen Jahren schon kommen viele von ihnen mit brandaktuellen Analysen, Fallstudien und Versuchen zur Entschlüsselung dieses komplexen, multiformen Phänomens hervor. Unabhängig ihrer Interessen beziehen sich diese Arbeiten im Allgemeinen nur auf die „kurzfristigen“ Erscheinungen der Oppositionen zu Europa. Aus diesem Grund hat eine Gruppe junger Historiker aus der Universität Straßburg (Unistra) im Jahr 2008 beschlossen, sich einer längerfristigen Erforschung dieser Ideen -ab dem Ende des Zweiten Weltkrieges- zu widmen. Unter dem Titel „Gegen Europa? Anti-Europäismus, Euroskeptizismus und Alter-Europäismus in der europäischen Einigung seit 1945“¹, wurde dieses Forschungsprogramm von Frédéric Clavert², Maria Gainar³, Carine Germond⁴, Martial Libera⁵ und Birte Wassenberg⁶ initiiert, alle Schüler von Professor Marie-Thérèse Bitsch⁷ oder Professor Sylvain Schirmann⁸. Im selben Jahr (2008) wurde dieses Programm nach einer Projektausschreibung von der Interuniversitären Stelle für Geisteswissenschaften im Elsass (MISHA)⁹ zur Förderung und Unterstützung junger Wissenschaftler ausgewählt. Es wurde damit zum „Junior-Programm 2009-2010“ der MISHA.

Über den Ehrgeiz hinaus, den Widerstand und die Ablehnung gegen die europäische Einigung in einer „langfristigen“ Perspektive zu untersuchen, hebt sich dieses Programm durch seinen bemerkenswerten interdisziplinären Charakter heraus. Die ungefähr fünfzig Referenten, die während der vier Seminartage 2009

- 1 Für weitere Informationen bezüglich dieses Forschungsprogrammes, siehe <http://www.recherche-contreurope.eu>.
- 2 Frédéric Clavert ist Dr. in zeitgenössischer Geschichte und derzeit wissenschaftlicher Forscher beim Zentrum für Virtuelles Wissen über Europa, in Luxembourg.
- 3 Maria Gainar ist promovierte Zeithistorikerin und Gewinner des Jean-Baptiste Duroselle Preises 2012. Ihre Dissertation über *Aux origines de la diplomatie européenne : Les Neuf et la Coopération politique européenne de 1973 à 1980* (Peter Lang Press) ist soeben erschienen.
- 4 Carine Germond ist Doktor in zeitgenössischer Geschichte und derzeit Dozentin für Geschichte der europäischen Integration an der Universität Maastricht, Niederlande.
- 5 Seit dem Beginn des akademischen Jahres 2009 ist Martial Libera Dozent für zeitgenössische Geschichte am IUT Robert Schuman der Universität Straßburg.
- 6 Birte Wassenberg war lange Zeit beim Regionalrat Elsass verantwortlich für deutsch-französisch-schweizerische Beziehungen und grenzüberschreitende Zusammenarbeit, und ist seit 2006 Dozentin für zeitgenössische Geschichte am Europainstitut (IHEE) der Universität Straßburg.
- 7 Marie-Thérèse Bitsch ist Professorin a.A. der Universität Straßburg und eine international renommierte Spezialistin für die Geschichte der europäischen Integration.
- 8 Sylvain Schirmann ist Professor für zeitgenössische Geschichte an der Universität Straßburg und Direktor des Instituts für Politikwissenschaften (IEP).
- 9 Die Website <http://www.misha.fr> präsentiert alle MISHA-Aktivitäten.

und 2010 einen Beitrag geleistet haben stammen aus fast zehn verschiedenen Forschungsdisziplinen : Geschichte, Soziologie, Politikwissenschaft, Recht, Geographie, Geopolitik, Musikwissenschaft, Kommunikationswissenschaft und Journalismus. Indem sie die Forscher dazu bringt, ihre Themenbereiche, Methoden und Fragestellungen miteinander zu konfrontieren, trägt diese Interdisziplinarität dazu bei, Kenntnisse fachübergreifend zu erweitern und bereichert damit die gemeinsame Reflexion. Dieses Projekt ist auch aus internationaler Perspektive her konzipiert, da Forscher aus mehr als zehn verschiedenen Ländern präsent sind. Die meisten Teilnehmer stammen aus EU-Staaten, einige kommen jedoch auch aus Nicht-Mitgliedstaaten der Union (Norwegen, Schweiz) oder aus den benachbarten Ländern (Türkei). Dieses Forschungsthema erfordert notwendiger Weise eine internationale Beteiligung, durch die allein es möglich wird, eine wahrhaft europäische Geschichte Europas zu schreiben, die sich von den Fesseln der noch sehr gegenwärtigen nationalen Geschichtsschreibung befreit.

Der internationale Charakter dieses Projekts ergibt sich auch aus den Partnerschaften und aus ihrer Finanzierung. Unser Dank gilt in erster Linie den verschiedenen Hochschulen, die dieses Forschungsprogramm unterstützt haben : der MISHA und insbesondere ihrer Leiterin, Christine Maillard¹⁰, die uns kontinuierlich sowohl auf wissenschaftlicher wie auch finanzieller und logistischer Ebene unterstützt hat ; der Universität Straßburg (Unistra) und ihrem Forschungsinstitut zeitgenössischer Geschichte - Grenzen, Akteure und Repräsentationen Europas (FARE)-, die dieses Programm großzügig finanziert haben ; gleichfalls in Straßburg dem Europa-Institut (IHEE), dem Zentrum für Forschung und Sozialwissenschaften (CRESS), dem Institut für Politikwissenschaften (IEP) und der MISHA, die die Räumlichkeiten für die verschiedenen Seminare zur Verfügung gestellt und sich an deren Finanzierung beteiligt haben. Herzlichen Dank auch an unsere europäischen Partner : das Institut für Zeitgeschichte der Universität Duisburg-Essen, vertreten durch Wilfried Loth¹¹ und Henning Türk¹², der Universität von Oslo und, insbesondere, Robin Allers¹³, sowie auch der Universität von Turku, vertreten durch Louis Clerc¹⁴, die alle seit Beginn des Projektes einen erheblichen Beitrag geleistet haben. Das Programm profitierte auch von der freundlichen Unterstützung des internationalen Netzwerks junger Wissenschaftler zur Geschichte der europäischen Integration (RICHIE)¹⁵. Schließlich kam ein besonderer Beitrag vom Zentrum für Virtuelles Wissen über Europa

10 Christine Maillard ist Germanistin, Professorin an der Universität Straßburg und Direktorin der MISHA.

11 Wilfried Loth ist Professor für Zeitgeschichte an der Universität Duisburg-Essen und ein renommierter Spezialist der Geschichte der internationalen Beziehungen und der europäischen Einigung.

12 Henning Türk ist Dr. in zeitgenössischer Geschichte und wissenschaftlicher Mitarbeiter an der Universität Duisburg-Essen.

13 Robin Allers ist Dr. in Geschichte und Forscher am norwegischen Institut für *Defense Studies*.

14 Louis Clerc ist Dr. in zeitgenössischer Geschichte der Universität Straßburg und derzeit Dozent für zeitgenössische Geschichte an der Universität Turku, Finnland.

15 RICHIE besitzt eine sehr ausführlich gestaltete Website <http://www.europe-richie.org>. Außer den Zielen und Aktivitäten des Netzwerks finden sich hier viele Informationen zur aktuellen europäischen Forschung.

(CVCE)¹⁶ in Luxemburg, das außer einer finanziellen Unterstützung auch alle Seminare vollständig gefilmt hat¹⁷.

Wir richten unseren Dank auch an die vielen lokalen und regionalen Gebietskörperschaften aus dem Elsass. Die finanzielle Unterstützung der *Communauté urbaine* von Straßburg, des *Conseil Général* des *Bas-Rhin* und des Regionalrates Elsass war entscheidend und ermöglichte die konkrete Umsetzung dieses Projekts.

Die vorliegende Veröffentlichung, bei der es sich um den zweiten und letzten Band dieses Forschungsprojektes handelt, enthält im Wesentlichen die Beiträge, welche im Verlaufe der letzten beiden Seminare¹⁸ dieses Programms vorgetragen wurden¹⁹. Wir drücken den Übersetzern – Joanne Hunting und Mirko Wittwar – unseren wärmsten Dank für ihre Hilfe bei der Vorbereitung dieser dreisprachigen Veröffentlichung aus.

16 Für die CVCE-Aktivitäten, siehe : <http://www.cvce.lu>.

17 Diese Seminare können auf der CVCE-Website *European navigator* – <http://www.ena.lu>, unter der Rubrik « Forschung und Erziehung », « Konferenzen, Kolloquien, Seminare » angesehen werden.

18 Das dritte Seminar, das am 16 Oktober 2009 am IEP in Straßburg stattfand, diskutierte die Gegnerschaft institutioneller Akteure gegen Europa. Das vierte und das vierte Seminar – *Les partis politiques et la société civile* – wurden am 21 und 22 April 2010 am MISHA abgehalten.

19 Ein erstes Seminar mit dem Titel *Les concepts de l'anti-européisme* fand am 13 März 2009 im IHEE statt; das zweite, über *Espaces, régions et frontières*, fand am 26 Juni 2009 im *Palais universitaire* in Straßburg statt. Die im Verlaufe dieser beiden Seminare vorgelegten Beiträge wurden in WASSENBER, B., CLAVERT, F., HAMMAN, Ph. (dir.), *Contre l'Europe ? Anti-européisme, euroscepticisme et alter-européisme dans la construction européenne, de 1945 à nos jours*, volume I : *Les concepts*, Stuttgart, 2010, 498 S. veröffentlicht.

INTRODUCTION

MARIA GAINAR ET MARTIAL LIBERA

Les oppositions à la construction européenne se sont considérablement intensifiées depuis une vingtaine d'années. Le traité de Maastricht, adopté en 1992, constitue, de ce point de vue, une rupture importante dans l'histoire de l'intégration européenne. Le traité fonde l'Union européenne, désormais dotée de véritables prérogatives politiques, mais provoque, par contrecoup, la fin de ce qu'il est convenu d'appeler le « consensus permissif » et le début de l'opposition des citoyens à l'Europe. Dans les années 2000, les défiances vis-à-vis de la construction européenne s'accroissent. Les vagues d'élargissement en direction de l'ancienne Europe communiste, en 2004 puis en 2007, provoquent bien des résistances. Mais c'est en 2005 que le « refus d'Europe » trouve son point d'orgue. En rejetant le projet de traité constitutionnel européen, les citoyens français et néerlandais stoppent net toute avancée visant à plus d'intégration. Avec la crise économique qui touche l'Europe depuis 2008, l'euroscpticisme et l'anti-européisme gagnent encore du terrain. L'Union européenne est en effet depuis lors la cible de critiques nourries. Dans de nombreux États membres, les politiques d'austérité qu'elle a contribué à mettre en place pour lutter contre la crise sont jugées inefficaces, contreproductives même. La monnaie européenne est tout autant contestée. Les sacrifices financiers demandés aux Européens pour éviter l'explosion de la zone euro suscitent rejet, incompréhension et repli sur soi. Un peu partout aussi, des partis politiques ouvertement euroscptiques sont créés – le Mouvement cinq étoiles en Italie, le Parti de la raison en Allemagne, le Parti de la liberté aux Pays-Bas, pour ne citer que ces trois exemples – et connaissent un certain succès.

La recrudescence actuelle des remises en cause de la construction européenne ne doit cependant pas faire oublier que les phénomènes d'opposition et de contestation à l'intégration européenne sont consubstantiels de son histoire. Pour ce faire, il suffit de songer à l'opposition des partis communistes ouest-européens à la construction européenne, des années 1940 aux années 1970. Les politiques européennes du général de Gaulle dans les années 1960 et de Margaret Thatcher dans les années 1980 sont d'autres exemples connus d'oppositions fortes à la construction européenne. Analyser ces oppositions dans la longue durée, les replacer dans leur contexte historique, national et international, bref tenter de mieux les comprendre, de mieux mesurer leurs évolutions depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, tels sont les objectifs de cet ouvrage, second tome d'un programme de recherche intitulé « Contre l'Europe ? Anti-européisme, euroscpticisme et alter-européisme dans la construction européenne de 1945 à nos jours ».

Il convient de préciser ici les objets et les thèmes retenus pour ce volume. Les trois termes du titre – anti-européisme, euroscpticisme et alter-européisme – donnent le cadre général des oppositions à l'Europe telles qu'elles ont été envisagées et étudiées dans ce programme de recherche. Elles englobent, de façon large, toutes les oppositions, d'une façon ou d'une autre et à des degrés divers, à la construction européenne, telle que celle-ci s'est faite depuis les années 1950. Les anti-européistes regroupent ainsi les opposants radicaux à l'intégration euro-

péenne, ceux qui en refusent toutes les formes. Les souverainistes, les nationalistes et les anti-libéraux appartiennent à ce groupe. Dans le principe, les eurosceptiques ne sont pas opposés à la construction européenne. Par contre, ils critiquent le fonctionnement des institutions européennes, contestent la hiérarchie et la priorité des politiques européennes et restent perplexes quant à la réussite du projet européen. Leur position vis-à-vis de l'Europe combine donc incrédulité, défiance et réserve. L'euroscepticisme, moins dogmatique ou idéologique que l'anti-européisme, traverse par conséquent les sociétés et les formations politiques. Il concerne de larges franges des populations européennes. L'alter-européisme s'est de son côté construit sur le modèle de l'altermondialisme. Il refuse le libéralisme économique prôné par l'Union européenne et regrette l'absence de véritables politiques sociales et de développement durable en Europe. L'alter-européisme est également très critique vis-à-vis des institutions européennes, dont il ne conteste pas, loin s'en faut, la nécessité de l'existence. Pour les alter-européens, il faut construire une Europe davantage soucieuse du développement social des hommes et respectueuse de l'environnement. Les alter-européens regroupent des organisations, comme l'Association pour la taxation des transactions financières et l'action citoyenne (ATTAC), et des individus issus d'horizons très divers.

Comme les trois termes – « acteurs institutionnels, milieux politiques et société civile » – du sous-titre de l'ouvrage l'indiquent, ce volume propose l'étude d'une large palette d'acteurs opposés à l'Europe. On y trouve aussi bien des gouvernements et des membres de la haute fonction publique d'États européens ou de pays non membres des Communautés, des représentants de partis et de formations politiques, des acteurs de la société civile, comme les jeunes ou les Églises, et même des membres des institutions et organisations européennes. Les acteurs pris en compte sont individuels ou collectifs. On suit les individus – des chefs de gouvernement, des hommes politiques, des universitaires – dans leur action ou leur pensée vis-à-vis de l'Europe à certains moments de leur parcours, souvent lorsqu'ils sont aux affaires. Les analyses portant sur les acteurs collectifs s'intéressent à des groupes de hauts fonctionnaires, aux membres, pris de façon collective, d'un gouvernement, aux dirigeants d'un parti politique, à un groupe d'eurodéputés ou à des hommes d'Église.

Le principal enjeu de l'ouvrage consiste à comprendre pourquoi l'on s'oppose à l'Europe. Les valeurs qu'elle porte, les institutions dont elle entend se doter, qui supposent, au moins dans sa forme fédérale, des abandons et des transferts de souveraineté de la part des États, voilà à n'en pas douter des raisons sérieuses de s'opposer à l'Europe. En filigrane pointent aussi les menaces que la construction européenne fait peser sur les intérêts nationaux, les dangers d'uniformisation qu'elle sous-tend et la fin des particularismes locaux qu'elle implique. Bref, autant de raisons, là encore, de s'opposer à son action. On imagine aussi sans peine combien les modèles d'Europe – petite ou grande Europe, Europe libérale ou Europe « organisée », Europe du marché ou Europe sociale – peuvent être sources de contestations. Certaines communications montreront sans doute aussi que les résistances à l'Europe sont des moyens pour parvenir à d'autres fins. S'opposer à l'Europe ne permet-il pas, dans certains cas, de se singulariser au sein d'une formation politique, de s'affirmer sur une scène nationale, de parvenir au pouvoir ? Parfois aussi, le refus d'Europe renvoie à une certaine facilité, celle du populisme bien sûr, permettant de gagner facilement des voix

dans un contexte où les citoyens se défient de l'Europe, celle d'une certaine forme d'irresponsabilité aussi, qui tend à faire de Bruxelles et des instances européennes un bouc émissaire de tous les maux des sociétés. De leur côté, les projets alter-européens posent deux types de questions. La première consiste à mieux cerner les projets d'Europe dont les altereuropéistes sont porteurs, les mesures qu'ils proposent pour améliorer la construction européenne actuelle. La seconde renvoie aux motivations de ces acteurs. Leurs projets alter-européens sont-ils de véritables objectifs ou des faux-semblants, tant l'affirmation de l'anti-européisme a longtemps été connotée très péjorativement. Peut-on par exemple se réclamer de l'alter-européisme en refusant le moindre transfert de souveraineté au profit des institutions européennes, c'est-à-dire en étant souverainiste ?

Au-delà des raisons de s'opposer à la construction européenne, il s'agira aussi de mieux comprendre l'évolution dans le temps des résistances à l'Europe, d'essayer de faire apparaître des inflexions, des moments de rupture, des changements de nature, bref d'historiciser les contestations de la construction européenne. Les éclairages donnés dans ce volume sur la formation et les expériences des acteurs, les contextes intellectuels, politiques et économiques dans lesquels ils ont vécu seront à n'en pas douter des éléments d'explication importants. Les questions générationnelles donneront sans doute également des clés d'interprétation. L'ensemble des contributions devrait enfin permettre de mieux comprendre les types d'acteurs qui s'opposent à la construction européenne selon les époques, selon les avancées de l'intégration européenne.

Les dix-huit contributions de ce volume portent donc sur les différentes formes d'opposition à la construction européenne de 1945 à nos jours. Cinq communications ont pour cadres les années 1950 et 1960, deux sont consacrées aux années 1970 et 1980. Neuf articles s'intéressent aux vingt dernières années tandis que deux contributions sont à cheval sur plusieurs périodes. Les contributions sont regroupées en quatre parties.

La première s'intéresse aux prises de position d'acteurs gouvernementaux et de hauts fonctionnaires. Thomas Raineau analyse tout d'abord l'évolution des résistances de la haute administration britannique à l'Europe dans les années 1950. Henning Türk étudie pour sa part l'opposition de Ludwig Erhard à la Communauté économique européenne (CEE) et ses propositions alternatives d'unification européenne entre 1954 et 1964. La politique anti-européenne des États-Unis d'Amérique dans les années 1970 est étudiée par Maria Gainar. Les deux derniers articles sont centrés sur des décideurs britanniques. Simon Usherwood revient sur l'anti-européisme supposé de Margaret Thatcher tandis qu'Oliver Daddow explore les rapports difficiles entre Tony Blair et les eurosceptiques britanniques.

La seconde partie du livre, consacrée aux résistances à l'Europe au sein des organisations et des institutions européennes, s'ouvre avec un article de Birte Wassenberg qui analyse les raisons pour lesquelles l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe s'est opposée, de 1955 à 1957, à la création de la CEE. Les communications de Willy Beauvallet et Sébastien Michon d'une part, de Nathalie Brack de l'autre, s'intéressent à l'action de députés anti-européens – députés français de la Gauche unitaire européenne et députés britanniques de l'United Kingdom Independence Party – au sein du Parlement européen. Elsa Bernard montre de son côté que le Parlement européen est en réalité et de façon paradoxale l'incarnation d'un certain déficit démocratique européen.

La troisième partie porte sur les résistances des milieux politiques à la construction européenne. Laurent Warlouzet analyse la transformation progressive, en 1957-1958 – du refus à une certaine forme d’adhésion –, de la position de Pierre Mendès France vis-à-vis de la CEE. Dans une dynamique comparable, Patrick Bredebach montre comment les socialistes ouest-allemands ont progressivement abandonné leur opposition systématique à l’Europe dans les années 1950. De son côté, Grégory Hû compare les critiques faites à l’Europe par les membres du Rassemblement pour la République (RPR) lors du traité de Maastricht et par ceux du Parti socialiste à l’occasion du référendum sur le projet de traité constitutionnel européen. Les oppositions des partis turcs à l’Union européenne sont étudiées dans les années 2000 par Mehmet Bardakci. Enfin, Julien Bonnet propose une étude sur un projet alter-européen, celui de certains tenants français du « non de gauche » au projet de traité constitutionnel européen.

La dernière partie de l’ouvrage traite des contestations de l’Europe dans les opinions publiques et la société civile. Martial Libera montre comment l’Allemagne est utilisée dans certains milieux français pour renforcer un argumentaire anti-européen et provoquer la peur dans l’opinion publique. Guido Thiemeyer met en lumière le jeu de certains économistes allemands dans les débats publics d’outre-Rhin sur l’opposition à l’Union économique et monétaire (UEM). Julia A. Lis analyse les stéréotypes anti-occidentaux présents dans l’Église orthodoxe en Bulgarie et en Grèce et leur rôle dans le processus d’intégration européenne de ces pays. Georgia Terzakou clôt cette partie par une étude sur la perception qu’ont de l’Europe des jeunes d’un collège des « quartiers sensibles » de Saint-Denis.

Même s’il ne peut évidemment prétendre à aucune exhaustivité, cet ouvrage cherche à analyser les raisons des oppositions à l’Europe, à en décrypter les finalités, à en mettre au jour les temps forts et à faire apparaître les changements progressifs de leur nature. Il tente aussi de dégager les particularités des oppositions en fonction des acteurs, des espaces et des périodes. Il s’applique par conséquent à replacer les différentes formes de résistance dans le cadre des spécificités nationales et à les envisager par rapport aux évolutions des relations internationales et au degré de développement des institutions européennes. En définitive, ce livre vise à établir une sorte de panorama raisonné des oppositions à l’Europe communautaire depuis 1945.

INTRODUCTION

MARIA GAINAR AND MARTIAL LIBERA

The opposition to European unification has increased considerably over the past twenty years. The Maastricht Treaty, which was adopted in 1992, constituted from this viewpoint a major breach in the history of European integration. The Treaty established the European Union which, from that point on, was bestowed with real political prerogatives, but which, in turn, brought about the end of what we could call the "permissive consensus" and the beginning of public opposition to Europe. In the 2000s, mistrust towards European unification worsened. The waves of enlargement towards former communist Europe, in 2004 and again in 2007, led to much resistance. It was, however, in 2005 that the "rejection of Europe" reached a climax. By rejecting the draft Constitutional Treaty, the French and Dutch stopped dead all progress towards greater integration. With the economic crisis that has been affecting Europe since 2008, Euroscepticism and anti-Europeanism are gaining more ground. Since then, the European Union has indeed been the target of intense criticism. In many Member States, the austerity measures that the EU has helped bring about to combat the crisis are considered to be ineffective, even counterproductive. The European currency is equally contested. The financial sacrifices Europeans are being asked to make so as to avoid the implosion of the Euro zone are giving rise to rejection, incomprehension and introversion. Just about everywhere, openly Eurosceptic political parties are being created - the Five Star Movement in Italy, the Party of Reason in Germany, the Freedom Party in the Netherlands, to name just three - and are experiencing some success.

We should not forget, however, that before this current spate of calling European unification into question, the phenomena of opposition to and antagonism towards European integration were consubstantial with its history. To remind us of this, we only need consider the West European Communist Parties' opposition to European unification from the 1940s to the 1970s. The European policies of General de Gaulle in the 1960s and Margaret Thatcher in the 1980s are other well-known examples of strong opposition to European unification. What are the objectives of this book, the second volume of a research programme entitled "Against Europe? Anti-Europeanism, Euroscepticism and Alter-Europeanism in European unification from 1945 to the present day"? They are to analyse this opposition in the long term, to put it in its historical context, both national and international, in short to attempt to understand it better, to better measure its evolution since the end of World War II.

The subjects and themes of this volume should be specified here. The three terms used in the title - anti-Europeanism, alter-Europeanism and Euroscepticism - provide the general framework of opposition to Europe as it has been considered and studied in this research programme. It encompasses, broadly, all types of opposition to European unification, of one form or another and of varying degrees, having occurred since the 1950s. The Anti-Europeanists bring together the radical opponents of European integration, those who refuse it in all of its forms. Sovereignists, nationalists and anti-liberals belong to this group. In principle, the

Euro-sceptics are not opposed to European unification, but they criticise the functioning of the European institutions, challenging the hierarchy and priority of European policies, and remain puzzled about the success of the European project. Their position on Europe thus combines disbelief, mistrust and reservation. Euroscepticism, which is less dogmatic or ideological than anti-Europeanism, therefore spans societies and political parties. It covers large layers of European citizens. As for Alter-Europeanism, it has been built on the model of anti-globalisation. It rejects the economic liberalism advocated by the European Union and regrets the lack of real social and sustainable development policies in Europe. Alter-Europeanism is also very critical of the European institutions although it does not at all question the necessity of their existence. For alter-Europeans, we must build a Europe more mindful of man's social development and more environmentally friendly. Amongst the alter-Europeans we find organisations such as the Association for the Taxation of Financial Transactions and for Citizens' Action (ATTAC), and individuals from very different backgrounds.

As the three terms - "institutional stakeholders, political circles and civil society" - in the book's subtitle indicate, this volume studies a wide range of stakeholders opposed to Europe. These include governments and senior civil servants from European countries or from countries not members of the European Communities, representatives of political parties and political groups, civil society actors, such as young people or churches, and even members of the European institutions and organisations. The stakeholders which are taken into account are both individual and public. We follow the progress of individuals - heads of government, politicians, academics - in the way they act or what they think about Europe at certain times of their careers, often when they are running the country. The analyses of the public stakeholders take a look at groups of senior officials, members - taken collectively - of a government, leaders of a political party, a group of MEPs or representatives of the church.

The main challenge of the book is to understand why we are opposed to Europe : The values it promotes, and the institutions it intends to acquire, which imply, at least in its federal form, that states abandon and transfer sovereignty. These are already a few genuine reasons for us to oppose Europe. We also catch glimpses of the threats which European integration poses to national interests, the dangers of standardisation underlying it and the end of local peculiarities that it entails. In short, these are again so many reasons to oppose its courses of action. It is also easy to see how the European models - be they for a greater or smaller Europe, a liberal or an "organised" Europe, a market or social Europe - can be a source of controversy. Some of the papers will no doubt also show that resistance to Europe is a means of achieving other ends. Does not opposition to Europe allow us, in some cases, to be different from others within a political group, to assert ourselves on a national stage, or to achieve power? Sometimes, the rejection of Europe leads to a kind of facility, that of populism of course, where it is easy to win votes in a context where citizens distrust Europe, also that of a certain type of irresponsibility which seems to make Brussels and the European authorities a scapegoat for all of society's ills. In turn, alter-European projects pose two types of questions. The first is to better determine the European projects put forward by the alter-Europeans, and the measures they propose to improve current European unification. The second refers to the motivations of these stakeholders. Are their alter-European projects real aims or just make-

believe, for the affirmation of anti-Europeanism has for so long been shown in a very pejorative light. Can we, for example, label ourselves as alter-Europeanist refusing any transfer of sovereignty to the European institutions, that is to say, as sovereigntists?

Beyond the reasons to oppose European unification, the book will also help us to understand better the evolution over time of resistance to Europe, it will try to show shifts of course, sea changes, changes in the nature of things, in short it will historicise controversy over European unification. The insights given in this volume on the background and experiences of the stakeholders, and the intellectual, political and economic contexts in which they lived will no doubt provide some important explanations. Generational issues will probably also be key to interpretation. All of the contributions should, finally, enable us to better understand the types of stakeholders who have opposed European unification at different times, depending on the progress of European integration.

The eighteen contributions in this volume therefore focus on the various forms of opposition to European unification from 1945 to the current day. The frame for five of the papers is from 1950 to 1960, two are devoted to the 1970s and 1980s. Nine articles focus on the last twenty years while two contributions straddle several periods. The contributions are grouped into four parts.

The first focuses on the positions of governmental stakeholders and senior officials. First, Thomas Raineau analyses the evolution of the resistance of British senior civil servants to Europe in the 1950s. Henning Türk studied Ludwig Erhard's opposition to the European Economic Community (EEC) and his alternative proposals for European unification between 1954 and 1964. The United States of America's anti-European policy in the 1970s is examined by Maria Gaiñar. The last two articles focus on British decision-makers : Simon Usherwood returns to Margaret Thatcher's supposed anti-Europeanism while Oliver Daddow explores the difficult relationship between Tony Blair and the British Eurosceptics.

The second part of the book, which is dedicated to resistance to Europe within European organisations and institutions, opens with an article by Birte Wasenberg which analyses the reasons why the Parliamentary Assembly of the Council of Europe was opposed, from 1955 to 1957, to the creation of the EEC. The communications from Willy Beauvallet and Sébastien Michon on the one hand, and Nathalie Brack on the other, concentrate on the action of anti-European MPs - French MPs of the European United Left and British members of the United Kingdom Independence Party - in the European Parliament. As for Elsa Bernard, she shows us how the European Parliament is actually, and paradoxically, the incarnation of a certain European democratic deficit.

The third part focuses on the resistance of political circles to European unification. Laurent Warlouzet analyses the gradual transformation, in 1957-1958 - from rejection to some form of support - of Pierre Mendès France's position to the EEC. In a similar dynamic, Patrick Bredebach shows how West German Socialists gradually abandoned their systematic opposition to Europe in the 1950s. For his part, Grégory Hû compares criticism to Europe by members of the *Rassemblement pour la République* (Rally for the Republic) (RPR) at the time of the Maastricht Treaty and by those of the Socialist Party during the referendum on the European Constitutional Treaty. The Turkish parties opposed to the European Union in the 2000s are studied by Mehmet Bardakci. Finally, Julien Bonnet offers us a study on

an alter-European project, that of some proponents of the French "*non de gauche*" ('no vote' Left) on the draft Constitutional Treaty.

The last part of the book discusses controversy over Europe in public opinion and in civil society. Martial Libera shows how Germany is used by certain French circles to strengthen the anti-European argument and to stir up fear in public opinion. Guido Thiemeier highlights the game played by some German economists in public debates across the Rhine on opposition to the Economic and Monetary Union (EMU). Julia A. Lis analyses the anti-Western stereotypes present in the Orthodox Church in Bulgaria and Greece and their role in the European integration process of these countries. Georgia Terzakou closes this section with a study on the perception young people from a school in the "sensitive neighbourhoods" of Saint-Denis have of Europe.

Even if it obviously cannot claim to be exhaustive, this book seeks to analyse the reasons for opposition to Europe, to elucidate its aims, to uncover the highlights and to show how they gradually change. It also attempts to determine the specific features of the opposition based on the stakeholders, spaces and times. Thus, it tries to situate the various forms of resistance in the context of national specificities and to consider them in relation to changes in international relations and the degree of development of European institutions. Ultimately, this book aims to set out a sort of well thought-out overview of opposition to the European Community since 1945.

Einleitung

Maria Gainar und Martial Libera

Der Widerstand gegen die Vereinigung Europas hat in den letzten zwanzig Jahren erheblich zugenommen. Unter diesem Gesichtspunkt stellt der Vertrag von Maastricht aus dem Jahre 1992 eine gewichtige Zäsur in der Geschichte der europäischen Integration dar. Dieser Vertrag etablierte die Europäische Union, die von diesem Moment an mit realpolitischen Prärogativen versehen war, aber zum Ende dessen führte, was man als „permissiven Konsens“ bezeichnen könnte, sowie zum Beginn eines Widerstandes der Öffentlichkeit gegen Europa. In den 2000ern verstärkte sich das Misstrauen gegenüber der Vereinigung Europas. Die Wellen der Erweiterung in Richtung auf das ehemals kommunistische Europa im Jahre 2004 und noch einmal im Jahre 2007 führten zu starkem Widerstand. Ihren Höhepunkt erlebte die „Ablehnung Europas“ allerdings im Jahre 2005. Indem sie den Entwurf des Verfassungsvertrags zurückwiesen, brachten die Franzosen und die Holländer jeden Fortschritt hin zu einer weiteren Integration zum Stillstand. Angesichts der Wirtschaftskrise, von der Europa seit 2008 betroffen ist, gewinnen Euroskeptizismus und anti-Europäertum weiteren Boden. Seitdem ist die Europäische Union tatsächlich zum Gegenstand heftiger Kritik geworden. In vielen Mitgliedsstaaten werden die Sparmaßnahmen, an denen die EU zur Bekämpfung der Krise beteiligt ist, als ineffektiv und sogar kontraproduktiv angesehen. Die europäische Währung ist gleichermaßen umstritten. Die finanziellen Opfer, welche von den Europäern gefordert werden, um eine Implosion der Eurozone zu verhindern, führen zu Ablehnung, Unverständnis und Selbstbezogenheit. Beinahe überall werden offen euroskeptische Parteien gegründet – die Fünf-Sterne-Bewegung in Italien, die Partei der Vernunft in Deutschland, die Freiheitspartei in den Niederlanden, um nur drei zu nennen – und haben durchaus Erfolg.

Wir sollten allerdings nicht vergessen, dass bereits vor der derzeitigen Welle der Infragestellung der europäischen Vereinigung das Phänomen des Widerstandes und Widerwillens gegenüber der europäischen Integration deren Geschichte mitbestimmt hat. Um uns dies zu vergegenwärtigen, genügt es, sich den Widerstand der kommunistischen Parteien Westeuropas gegen die Vereinigung Europas zwischen den 1940ern und den 1970ern vor Augen zu halten. Die Europapolitik General de Gaulles in den 1960ern und Margaret Thatchers in den 1980ern sind weitere wohlbekannte Beispiele einer starken Opposition gegen die Vereinigung Europas. Was nun sind die Ziele dieses Buches, des zweiten Bandes eines Forschungsprogramms mit dem Titel „Gegen Europa? Anti-Europäismus, Euroskeptizismus und Alter-Europäismus im Zuge der europäischen Einigung von 1945 bis heute“? Es geht darum, diese Opposition langfristig zu analysieren, sie in ihren historischen – nationalen wie internationalen – Kontext zu stellen; kurz gesagt, es geht um den Versuch, sie besser zu verstehen, es geht darum, ihre Entwicklung seit dem Ende des Zweiten Weltkrieges besser erfassen zu können.

Die Themen dieses Bandes sollen im Folgenden dargelegt werden. Die im Titel genannten drei Ausdrücke – Anti-Europäismus, Alter-Europäismus und Euroskeptizismus – umreißen den allgemeinen Rahmen der Opposition gegen Europa, so wie diese sich im Verlaufe dieses Forschungsprogramms darstellte und

untersucht wurde. Allerdings wurde aus sprachlichen Gründen für die deutsche Fassung des vorliegenden Bandes der Ausdruck „Alter-Europäismus“ durch „Alternative Europakritik“ ersetzt. Grob gesagt umfasst dieser Titel sämtliche Arten der Opposition gegen die europäische Einigung, in der einen oder der anderen Form und in unterschiedlichem Ausmaß, so wie sie seit den 1950ern aufgetreten sind. Die anti-Europäer bringen die radikalen Gegner der europäischen Integration zusammen, diejenigen welche diese in allen ihren Formen ablehnen. Verfechter der nationalen Souveränität, Nationalisten und anti-Liberale gehören gemeinsam zu dieser Gruppe. Die Euroskeptiker stehen nicht grundsätzlich in Opposition zur Einigung Europas, doch kritisieren sie die Funktionsweise der europäischen Institutionen, stellen die Hierarchie und die Prioritäten der europäischen Politik in Frage und sind verblüfft angesichts des Erfolges des europäischen Projekts. Ihre Haltung zu Europa vereint Unglauben, Misstrauen und Vorbehalte. Der Euroskeptizismus, der weniger dogmatisch oder ideologisch ist als der anti-Europäismus, erstreckt sich dem entsprechend quer über die Gesellschaften und Parteien. Er betrifft breite Schichten der Bürger Europas. Was die Alternative Europakritik betrifft, so beruht diese auf dem Modell der Gegnerschaft gegenüber der Globalisierung. Sie richtet sich gegen den von der Europäischen Union verfochtenen ökonomischen Liberalismus sowie das Fehlen einer wirklich sozialen und nachhaltigen Entwicklungspolitik in Europa. Die Alternative Europakritik steht ebenfalls den europäischen Institutionen sehr kritisch gegenüber, obwohl sie die Notwendigkeit ihres Bestehens in keiner Weise in Frage stellt. Nach Meinung der Alternativen Europakritiker müssen wir ein Europa aufbauen, das sich umweltfreundlicher und mehr im Sinne der gesellschaftlichen Entwicklung des Menschen darstellt. Unter den Alternativen Europakritikern finden sich Organisationen wie die *Association pour la taxation des transactions financières et l'action citoyenne* (ATTAC) sowie einzelne Persönlichkeiten mit unterschiedlichstem Hintergrund.

Wie die drei im Untertitel verwendeten Ausdrücke – „institutionelle Akteure, politische Kreise und Zivilgesellschaft“ – andeuten, beschäftigt sich dieser Band mit der großen Bandbreite derjenigen, die am Widerstand gegen Europa beteiligt sind. Dazu gehören Regierungen und hohe Beamte in europäischen Ländern oder in Ländern, welche den Gemeinschaften Europas nicht angehören, Akteure der Zivilgesellschaft wie zum Beispiel Jugendliche oder Kirchen, und selbst Angehörige europäischer Institutionen und Organisationen. Die hier in Betracht kommenden Akteure treten sowohl als Einzelpersonen sowie als Teile der Öffentlichkeit auf. Wir verfolgen den Weg Einzelner – Regierungschefs, Politiker, Akademiker – bezüglich ihrer Handlungsweisen bzw. ihrer Vorstellungen von Europa auf bestimmten Stationen ihrer Karriere, häufig dann, wenn sie ein Land führen. Die Analyse der öffentlichen Akteure erfordert einen Blick auf höhere Beamte, Regierungsmitglieder – im Sinne eines Kollektivs – Führer politischer Parteien, auf eine Gruppe von Europaparlamentariern oder Kirchenvertretern.

Die hauptsächliche Herausforderung für dieses Buch besteht darin, zu verstehen, warum es Widerstand gegen Europa gibt: Die Werte, die es vertritt sowie die Institutionen, die es anstrebt, was impliziert, dass Staaten Souveränität aufgeben bzw. übertragen, zumindest im Falle einer Föderation. Dies sind bereits einige wirkliche Gründe, warum man gegen Europa sein kann. Wir beschäftigen uns ebenfalls ansatzweise mit den Gefahren, welche die europäische Integration für die jeweiligen nationalen Interessen mit sich bringen kann, mit den Proble-

men, welche durch Standardisierung entstehen können, sowie mit dem damit verbundenen Ende lokaler Eigenarten. Kurz gesagt, dies sind weitere Gründe, sich der Entwicklung entgegen zu stellen. Es ist ebenfalls leicht zu erkennen, in wie weit die Vorstellungen bezüglich Europa – sei es nun ein größeres oder kleineres Europa, ein liberales oder „organisiertes“ Europa, ein marktwirtschaftliches oder soziales Europa – zu einer Quelle der Zwietracht werden können. Einige der Beiträge dieses Buches werden auch darstellen, das Widerstand gegen Europa ganz anderen Zwecken dienen kann. Ermöglicht uns die Opposition gegen Europa nicht auch in manchen Fällen, uns von anderen innerhalb desselben politischen Lagers zu unterscheiden, uns auf der nationalen Bühne Geltung zu verschaffen, oder ist sie nicht schlichtweg unserem Machtstreben förderlich? In manchen Fällen bietet die Zurückweisung Europas eine einfache Möglichkeit – im populistischen Sinne, selbstverständlich – zum Stimmenfang, in einer Zeit, in der die Bürger Europa misstrauen. Manchmal handelt es sich auch um eine bestimmte Form der Verantwortungslosigkeit, die anscheinend Brüssel und die europäischen Behörden zum Sündenbock für sämtliche Übel der Gesellschaft macht. Projekte der Alternativen Europakritik wiederum geben Anlass zu zwei Arten von Fragen. Zum einen geht es darum, die von den Alternativen Europakritikern vorangetriebenen Projekte sowie die von ihnen vorgeschlagen Maßnahmen zur Verbesserung der derzeitigen europäischen Einigung genauer zu bestimmen. Zum anderen geht es um die Motive dieser Akteure. Handelt es sich bei den Projekten der Alternativen Europakritiker um tatsächliche Ziele oder nur um Vorspiegelungen, da doch die Unterstützung des anti-Europäismus seit so langer Zeit in einem sehr negativen Licht erscheint? Kann man sich beispielsweise als Alternativer Europakritiker bezeichnen, so lange man sich jeder Übertragung von Souveränität an europäische Einrichtungen widersetzt? Handelt es sich da nicht eher um Verfechter der nationalen Souveränität?

Jenseits aller Gründe, sich der europäischen Vereinigung zu widersetzen, möchte dieses Buch auch zu einem besseren Verständnis der Entwicklung des Widerstandes gegen Europa im Laufe der Zeit beitragen. Es geht darum, Richtungs- und Strömungswechsel, Veränderungen der Natur der Dinge darzustellen; kurz gesagt, die Kontroverse bezüglich der europäischen Einigung soll historisiert werden. Die in diesem Band vorgestellten Erkenntnisse bezüglich der Hintergründe und Erfahrungen der Akteure sowie die geistigen, politischen und ökonomischen Zusammenhänge innerhalb derer sie lebten, werden zweifellos manche bedeutsame Erklärung liefern. Vermutlich werden auch Generationsfragen eine Schlüsselrolle für die Interpretation spielen. Alle diese Beiträge sollten uns schließlich in die Lage versetzen, ein besseres Verständnis dafür zu gewinnen, welcher Art die jeweiligen Akteure sind, die sich zu unterschiedlichen Zeiten, je nach Stand der europäischen Integration, der Vereinigung Europas widersetzt haben. Die achtzehn Beiträge dieses Bandes konzentrieren sich daher auf die unterschiedlichen Formen der Opposition gegen die Vereinigung Europas von 1945 bis zum heutigen Tage. Fünf Beiträge beschäftigen sich mit der Zeit zwischen 1950 und 1960, zwei mit den 1970ern bzw. 1980ern. Neun Artikel konzentrieren sich auf die letzten zwanzig Jahre, während zwei weitere Beiträge mehrere Zeiträume überspannen. Die Beiträge sind in vier Teile strukturiert.

Der erste davon konzentriert sich auf Regierungsakteure und hochrangige Beamte. Zunächst analysiert Thomas Raineau die Entwicklung des Widerstandes britischer höherer Beamter gegen Europa in den 1950ern. Henning Türk hat sich

mit Ludwig Ehrhards Opposition gegen die Europäische Wirtschaftsgemeinschaft (EWG) sowie seinen Alternativvorschlägen für eine europäische Einigung zwischen 1954 und 1964 beschäftigt. Die anti-Europapolitik der Vereinigten Staaten von Amerika in den 1970ern wird von Maria Gainar untersucht. Die letzten beiden Artikel konzentrieren sich auf britische Entscheidungsträger: Simon Usherwood kehrt noch einmal zu Margaret Thatchers angeblichem anti-Europäertum zurück, während Oliver Daddow das schwierige Verhältnis zwischen Tony Blair und den britischen Euroskeptikern erforscht.

Der zweite Teil des Buches, in dem es um den Widerstand gegen Europa innerhalb europäischer Organisationen und Institutionen geht, beginnt mit einem Artikel von Birte Wassenberg, in dem die Gründe untersucht werden, aus denen die Parlamentarische Versammlung des Europarates sich zwischen 1955 und 1957 der Gründung der EWG widersetzte. Die Kommunikation zwischen Willy Beauvallet und Sébastien Michon einerseits und Nathalie Brack andererseits konzentrieren sich auf die Handlungen anti-europäischer Parlamentarier – französischer Abgeordneter der Vereinigten Europäischen Linken sowie britischer Mitglieder der United Kingdom Independence Party – des Europäischen Parlaments. Elsa Bernard schließlich demonstriert, in wie weit das Europäische Parlament tatsächlich und paradoxerweise die Inkarnation eines gewissen Demokratiedefizits in Europa darstellt.

Der dritte Teil konzentriert sich auf den Widerstand politischer Kreise gegen die europäische Einigung. Laurent Warloutet analysiert die allmähliche Wandlung – von der Ablehnung hin zu einer gewissen Unterstützung – von Pierre Mendès Frances Haltung zur EWG zwischen 1957 und 1958. Mit ähnlicher Dynamik stellt Patrick Bredebach dar, wie in den 1950ern die westdeutschen Sozialisten allmählich ihre systematische Opposition gegen Europa aufgaben. Grégory Hu wiederum vergleicht die Europakritik von Mitgliedern der *Rassemblement pour la République* (Sammlungsbewegung für die Republik) (RPR) zur Zeit des Vertrags von Maastricht und der Sozialistischen Partei während des Referendums über den Europäischen Verfassungsvertrag. Mit den türkischen Parteien, die seit den 2000ern in Opposition zur Europäischen Union stehen, beschäftigt sich Mehmet Bardakci. Schließlich legt Julien Bonnet eine Studie zu einem Projekt der Alternativen Europakritik vor, nämlich desjenigen einiger Vertreter der französischen Bewegung „*non de gauche*“ („die Linke sagt nein“) bezüglich des Entwurfs zu einer europäischen Verfassung.

Der letzte Teil des Buches diskutiert die Kontroverse Haltung der Öffentlichkeit und der Zivilgesellschaft bezüglich Europa. Martial Libera zeigt, in welcher Weise bestimmte französische Kreise Deutschland dazu benutzen, anti-europäischen Argumenten größeres Gewicht zu verleihen und in der Öffentlichkeit Angst zu erzeugen. Guido Thiemeyer beleuchtet das Spiel, das manche deutsche Wirtschaftswissenschaftler im Rahmen der öffentlichen Debatte auf der deutschen Seite des Rheins spielen, um der Wirtschafts- und Finanzunion entgegen zu arbeiten. Julia A. Lis analysiert die anti-westlichen Stereotype innerhalb der Orthodoxen Kirche Bulgariens und Griechenlands und der Rolle, welche diese im Rahmen des europäischen Einigungsprozesses spielt. Mit einer Studie über die Europawahrnehmung Jugendlicher an einer Schule in einem „Problembezirk“ von Saint-Denis schließt Georgia Terzakou diesen Teil ab.

Wenn dieses Buch auch selbstverständlich keinen Anspruch auf Vollständigkeit erheben kann, so bemüht es sich doch um eine Analyse der Gründe für den

Widerstand gegen Europa. Es geht darum, dessen Ziele zu verdeutlichen, seine Höhepunkte darzustellen sowie seine allmähliche Veränderung aufzuzeigen. Das Buch bemüht sich auch darum, auf der Grundlage der Akteure, Räume und Zeiten die spezifischen Merkmale dieses Widerstandes zu bestimmen. Dem entsprechend versucht es, die unterschiedlichen Formen des Widerstandes im Kontext nationaler Besonderheiten zu verorten und diese in Relation zu zur Veränderung der internationalen Beziehungen und des jeweiligen Entwicklungsstandes der europäischen Institutionen zu verstehen. Schließlich möchte dieses Buch einen wohldurchdachten Überblick über die Opposition gegen die Europäische Gemeinschaft seit 1945 bieten.

Partie 1

LES OPPOSITIONS À L'EUROPE AU
SEIN DES GOUVERNEMENTS ET DES
ADMINISTRATIONS

Part 1

THE OPPOSITION TO EUROPE
AMONG GOVERNMENTS AND
ADMINISTRATIONS

Teil 1

DIE OPPOSITION GEGEN EUROPA
INNERHALB VON REGIERUNGEN
UND ADMINISTRATIONEN

LES MANDARINS CONTRE L'EUROPE ?

LES HAUTS FONCTIONNAIRES BRITANNIQUES FACE AU PROJET EUROPÉEN 1949-1961

THOMAS RAINEAU

Introduction

“The Civil Service was united in its desire to make sure that the Common Market didn't work ; that's why we went into it. [...] Minister, Britain has had the same foreign policy objectives for at least the last five hundred years : to create a disunited Europe.”

Sir Humphrey Appleby (1980)¹

Personnage de fiction bien connu des Britanniques, Sir Humphrey occupe en 1980, la position hiérarchique la plus élevée au sein du tout aussi fictif *Ministry of Administrative Affairs*, celle de *Permanent Under-Secretary of State*, abrégée le plus souvent *Permanent Secretary*². Icône cathodique de Whitehall, premier interlocuteur et conseiller du ministre, ce personnage appartient au cercle restreint des plus hauts serviteurs de l'État que l'on désigne depuis plusieurs décennies dans la culture politique britannique sous le terme de « mandarins ». Le sobriquet renvoie, parfois de manière satirique ou ironique, aux fonctionnaires du *Civil Service* qui occupent les postes les plus élevés dans les ministères de Whitehall.

Lorsque Sir Humphrey prononce ce jugement devant les téléspectateurs britanniques, Margaret Thatcher vient à peine d'engager le débat avec ses partenaires européens sur la contribution britannique au budget des Communautés³. L'assertion radicale du *Senior Official* pourrait-elle se lire comme l'expression, certes caricaturale, de l'opinion du *Civil Service* sur l'intégration européenne, moins d'une décennie après l'entrée du Royaume-Uni dans les Communautés ? Si l'opinion relève du cliché, elle est néanmoins formulée par le *Permanent Secretary* et non par son politicien de ministre, et l'on peut supposer que les scénaristes de la série en aient saisi la rumeur dans les couloirs du *Civil Service College* ou de Whitehall⁴.

Cette contribution a pour ambition de constituer le groupe des hauts fonctionnaires britanniques en une catégorie critique pour comprendre le rythme, les modalités et les ambiguïtés de la politique européenne du Royaume-Uni, du rejet

1 *Yes, Minister!*, saison 1, épisode 5, « The Writing on the Wall », 20'20" à 45". Scénario : Anthony Jay & Johnathan Lynn, BBC Television, 1^{re} diffusion sur BBC 1, 1980.

2 Abrégée PUS par la suite. La fonction n'a pas d'équivalent exact dans l'administration française : ses responsabilités au sein du ministère recoupent celles du directeur de cabinet (dans ses fonctions administratives et non politiques) et celles du secrétaire général.

3 Voir WALL, S., *A Stranger in Europe, Britain and Europe under Thatcher, Major and Blair*, Oxford, 2009.

4 Les scénaristes ont multiplié les entretiens avec les hauts fonctionnaires de l'époque et les travaux préparatoires à l'écriture avaient été menés en partie sous l'égide du *Royal Institute of Public Administration*. Voir *The complete Yes minister : the diaries of a cabinet minister*, Topsfield Mass, 1984.

du Plan Schuman à la première candidature en 1961. On se propose d'étudier la place et le rôle des hauts fonctionnaires britanniques dans les mécanismes de décision au cours de la période et d'identifier les transformations qui touchent la haute administration et la manière dont ses membres abordent collectivement et individuellement les développements de la politique communautaire. L'étude de la haute fonction publique comme acteur est aujourd'hui relativement banale dans le champ des études historiques sur l'intégration européenne : elle relève d'une « histoire sociale et culturelle des institutions », et d'une volonté de « périodiser et d'humaniser l'examen des structures nationales engagées dans le processus d'intégration »⁵. Si cette « veine sociologique » est « relativement propre et singulière » à la recherche française⁶, elle ne va pas de soi dans le cas britannique, où elle court même le risque du contresens, en raison d'une différence d'approche et de définition de la haute fonction publique, de son statut constitutionnel et de ses missions.

Dans l'immédiat après-guerre et au moins jusqu'aux années 1980, l'appareil gouvernemental britannique repose sur une distinction radicale entre le personnel politique – les ministres et quelques proches conseillers – et le *Civil Service* dont les membres affichent une stricte neutralité politique (*non-partisanship*) qu'ils revendiquent comme le gage de leur indépendance. Selon la théorie constitutionnelle classique, ils sont au service de leur ministre et du Cabinet, l'organe de décision collectif du gouvernement, mais ils sont par statut des serviteurs de la Couronne, c'est-à-dire de l'État⁷. Leur rôle de conseil auprès des ministres s'exerce au service de l'intérêt national et non directement du parti au pouvoir. Même s'ils doivent embrasser les projets de leur ministre qui dispose seul de la responsabilité politique (*ministerial accountability to Parliament*), ils assurent la continuité de l'État dans le cadre des alternances politiques propres à la démocratie parlementaire britannique. En ce sens, il n'existe pas à Whitehall d'équivalent du cabinet ministériel à la française dont les membres – fussent-ils des hauts fonctionnaires – sont choisis à la fois pour leur compétence technique et leur fidélité politique supposée mais peuvent être congédiés à tout moment par leur ministre de tutelle. De même que leur neutralité politique garantit aux *Senior Officials* leur avancement régulier dans la carrière, de même leur recrutement comme « généralistes » de haut niveau les autorise à servir aux plus hauts postes dans plusieurs ministères successifs.

Si, par définition, les mandarins proposent, pour que le ministre dispose, la réalité politique est souvent plus fluide. On posera ici le postulat que les membres du *Civil Service* portent et expriment des opinions qui, du fait de leur fonction de conseil au plus haut niveau, ont un impact sur la politique menée, quand bien même la responsabilité politique en revient à leur ministre de tutelle. On postulera également que les hauts fonctionnaires défendent, collectivement ou individuellement, des intérêts institutionnels qui conditionnent leurs attitudes

5 BADEL, L., JEANNESSON, S., « Introduction », in BADEL, L., JEANNESSON, S. (dir.), *Les administrations nationales et la construction européenne : Une approche historique (1919-1975)*, Bruxelles, 2005, p. 10.

6 BAISNEE, O., PASQUIER, R., « Européanisation et sociétés politiques nationales », in *L'Europe telle qu'elle se fait : Européanisation et sociétés politiques nationales*, Paris, 2007, p. 8.

7 PLOWDEN, W., *Ministers and Mandarins*, Londres, 1994, p. 7. Pour une synthèse exhaustive, voir BOGDANOR, V., « The Civil Service », in BOGDANOR, V. (dir.), *The British Constitution in the Twentieth Century*, Oxford, 2003, p. 237-279.

à l'égard des questions européennes⁸. Le croisement de ces deux postulats nous autorise à considérer les membres du *Civil Service* comme une catégorie d'acteurs influents et partiellement autonomes au cours des deux décennies qui suivent la Seconde Guerre mondiale, lesquelles sont considérées comme « le paradis des mandarins »⁹.

Depuis l'étude de John Young¹⁰, plusieurs ouvrages et articles, souvent d'une qualité remarquable, ont analysé le rôle du *Civil Service* dans la politique européenne de la Grande-Bretagne. Néanmoins, soit ces études accordent toujours une place prépondérante aux ministres, soit elles étudient le processus de décision d'un point de vue strictement administratif, en s'écartant rarement d'une analyse verticale centrée sur l'action de tel ou tel ministère, comme le *Foreign Office* ou le Trésor¹¹. Cette approche permet d'éviter l'impasse du postulat historiographique qui ne voit dans la politique européenne britannique de l'après-guerre qu'une série d'occasions manquées (*missed opportunities*). Cette approche marque notamment la campagne d'enquêtes orales menée par le journaliste de la BBC Michael Charlton auprès des élites politiques et administratives britanniques au début des années 1980¹². Elle permet d'éclairer en partie les motivations des acteurs mais elle échoue à proposer un schéma de compréhension plus global des fondements de la politique britannique qui aille au-delà du poids des circonstances de l'époque – ce que l'auteur, citant Jean Monnet, appelle le prix de la Victoire.

L'approche institutionnelle a pour vertu de tenir compte du principe de l'irresponsabilité politique du *Senior Official* et de montrer les rivalités et la transmission des dossiers européens entre les grands ministères de Whitehall. Toutefois, elle demeure centrée d'abord sur les ministères et plus secondairement sur les individus et elle nous semble négliger non seulement le phénomène de circulation des plus hauts fonctionnaires d'un ministère à l'autre, et surtout leur

8 BULLER, J., SMITH, M. J. « Civil Service Attitudes Towards the European Union », in BAKER D., SEAWRITH, D. (dir.), *Britain For and Against Europe : British Politics and the Question of European Integration*, Oxford, 1998, p. 166.

9 MARSH, D., RICHARDS, D., SMITH, M. J., *Changing patterns of Governance in the United Kingdom : Reinventing Whitehall ?*, Basingstoke, 2001, p. 170.

10 YOUNG, J. « British Officials and European Integration, 1944-1960 », in DEIGHTON, A. (dir.), *Building Postwar Europe, National Decision-Makers and European Institutions, 1948-1963*, Londres, 1995, p. 87-106.

11 Les études sur le *Foreign Office* traitent parfois des acteurs individuels mais abordent peu la politique européenne. Voir par exemple ZAMETICA, J., *British Officials and British Foreign Policy, 1945-1950*, Leicester, 1990, et les articles d'ADAMTHWAITE, A., « Britain and the World, 1945-49 : The View from the Foreign Office », *International Affairs*, vol. 61, n° 2, 1985, p. 223-235, et « Overstretched and Overstrung : Eden, the Foreign Office and the Making of Policy », in DI NOLFO, E. (dir.), *Power in Europe ? II. Great-Britain, France, Germany and Italy and the Origins of the EEC, 1952-1957*, Berlin, 1992, p. 19-42. Voir également KANE, L., « European or Atlantic Community ? The Foreign Office and 'Europe' 1955-1957 », *Revue d'Histoire de l'intégration européenne*, vol. 3, n°2, 1997, p. 83-99. Pour une étude de l'appareil administratif au moment de la relance de Messine, BURGESS, S., EDWARDS, G., « British Policy-Making and the Question of European Integration, 1955 », *International Affairs*, vol. 64, 1988, p. 393-413, et la remarquable synthèse de LUDLOW, N. P. sur le Trésor, « A waning force : the Treasury and British European policy, 1955-1963 », *Contemporary British History*, vol. 17, n° 4, 2003, p. 87-104. La meilleure synthèse sur l'après Messine et la création de l'AELE reste celle de ELLISON, J., *Threatening Europe : Britain and the Creation of the European Community, 1955-1958*, Londres, 2000.

12 Les interviews menées par Charlton ont été compilées dans l'ouvrage intitulé *The Price of Victory*, BBC, 1983.

réunion régulière au sein des comités du Cabinet Office, là où ils élaborent le plus souvent l'avis final à transmettre aux ministres. On fera dès lors l'hypothèse que cette mobilité des grands commis de l'État entre les plus hauts postes de Whitehall, associée aux pratiques de sociabilité et aux connivences intellectuelles propres à la caste des mandarins, contribue à assurer la cohésion de la plus haute strate du *Civil Service* tout au long de la période, et à établir la cohérence constante de ses positions face aux initiatives européennes.

Cette contribution a pour dessein de proposer des pistes pour entreprendre une étude transversale de la haute fonction publique britannique confrontée aux premières étapes du projet européen. Il s'agit non seulement d'aborder le groupe des *Senior Officials* comme une catégorie d'acteurs institutionnels à part entière, mais aussi de dégager des traits communs qui permettent une analyse en termes de génération. On tentera de dessiner les contours et les traits structurants d'une première génération de mandarins que l'on choisit de baptiser les « incrédules », et de dégager une typologie des attitudes au cours de la période. Ni anti-européens avant l'heure, parfois alter-européistes pour certains, les mandarins semblent avoir répondu aux initiatives venues du continent surtout par l'incrédulité, l'incompréhension ou l'indifférence. Pour les mandarins, les premiers projets d'intégration semblaient inévitablement voués à l'échec parce qu'ils contredisaient à maints égards leur vision du monde et leurs pratiques.

Les sources permettent une approche à la fois collective et individualisée. D'une part, les archives britanniques donnent la possibilité de retracer le travail de documentation et de conseil des hauts fonctionnaires¹³. Par leur qualité rhétorique et la hauteur des vues qu'ils expriment, ces documents corroborent le jugement de Peter Hennessy sur cette bureaucratie qu'il dit être « sans doute l'une des plus lettrées au monde »¹⁴. Une fois libérés de leur devoir de réserve, les mandarins sont ensuite rarement avares de confidences, et la somme d'écrits autobiographiques et de mémoires à notre disposition est suffisamment conséquente pour permettre de dégager plusieurs types d'attitudes au sein de cette première génération¹⁵. On dispose enfin d'un volume appréciable de sources orales sous la forme d'interviews réalisées au cours de divers programmes de recherche¹⁶.

L'étude portera sur trois épisodes : le plan Schuman ; la relance de Messine ; la préparation du lancement de la première candidature. Outre ceux du *Cabinet Office*, l'organe de coopération interministérielle de Whitehall, on étudiera les

13 Outre les documents conservés aux National Archives de Kew, citons la somme de documents diplomatiques publiés dans les *Documents on British Policy Overseas (DBPO)*, Série II, vol. 1, *The Schuman Plan, the Council of Europe and Western European Integration 1950-1952*, Londres, 1986. Curieusement, c'est l'unique volume de la série consacré à l'intégration européenne.

14 HENNESSY, P., *The Prime Minister : The Office and its Holders since 1945*, Londres, 1998, p. 514.

15 On peut citer, entre autres, JEBB, G., *The Memoirs of Lord Gladwyn*, Londres, 1972 ; STRANG, W., *Home and Abroad*, Londres, 1956 ; PLOWDEN, E., *An Industrialist in the Treasury : The post-war years*, Londres, 1989 ; ROLL, E., *Crowded Hours*, Londres, 1985 ; DENMAN, R., *The Mandarin's Tale*, Londres, 2002.

16 Outre les propos recueillis par Michael Charlton et repris dans *The Price of Victory*, on peut se référer au programme d'interviews du *British Diplomatic Oral History Program* (<http://www.chu.cam.ac.uk/archives/collections/BDOHP/>) et au programme d'Histoire orale européenne de l'Institut universitaire européen de Florence, (<http://www.warc.eui.eu/HAEU/FR/oh.asp>).